

## LE PARCOURS DU COMBATTANT POUR LES RETRAITÉS

## Médiocres et coûteuses prestations de la poste

**Quel parcours du combattant pour des centaines de milliers de retraités le jour où ils doivent se présenter à la poste pour retirer leur pension ? Que de misères, que d'attente, que de mauvais accueil pour les retraités ! Et encore, la poste en profite pour leur ponctionner à la moindre occasion des dizaines de dinars qui amputent leur très maigre pension. A quand un vent d'humanisme du côté de la poste ? Mais la CNR a aussi une part de responsabilité dans le calvaire des retraités. Ne pourrait-on pas un jour mettre en place une démarche qui diminue les souffrances des retraités et les ponctions systématiques ? Ci-dessous un témoignage édifiant.**

**N**ous, certains retraités, venons par la présente, solliciter votre bienveillant concours à l'effet d'être notre interlocuteur auprès des autorités compétentes du pays. En effet, la poste est en train de nous saigner à blanc en matière de prélèvements injustifiés, toutes taxes confondues : demande d'avoir (taxée) 10 DA à chaque fois ; versement d'avoir (taxée) proportionnel au versement ; retrait d'avoir (taxé) proportionnel au retrait. Si par mal-

heur vous présentez un chèque insuffisant au guichet, pour retrait, vous êtes pénalisé de 150 DA ; le chèque vous est restitué sur le champ. A cela s'ajoute la taxe annuelle de 100 DA à 150 DA si, faute de provision, votre compte est clôturé d'office.

Cette pratique est valable également pour les pré-emplois et les étudiants, notamment la taxation sur toutes les opérations, alors que ces derniers perçoivent de misérables revenus qui sont réglés avec

des mois de retard. Maintenant, évoquons les prestations médiocres des services de la poste. Les micros sont souvent en panne. Les DAB (distributeurs automatiques de billets) sont souvent à l'arrêt.

Les carnets de chèques sont transmis avec un retard considérable. Le personnel au guichet n'est pas communicatif à l'égard de la clientèle. Les retards abusifs du personnel de la poste sont fréquents. Les horaires d'ouverture et de fermeture de la

poste ne sont pas respectés. Le responsable n'est jamais présent pour rappeler à l'ordre son personnel souvent agressif à l'égard des clients si par malheur ces derniers réclament leurs droits, etc.

Nous souhaitons que notre appel soit entendu et écouté par les autorités compétentes du pays pour mettre un terme à cette anarchie qui règne au niveau de la poste algérienne.

Un groupe de lecteurs

## RAPPEL DES PENSIONS DES ANCIENS COMBATTANTS ALGÉRIENS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

## Sarkozy doit donner l'exemple

**E**n matière de décriminalisation des pensions et retraites des anciens combattants étrangers de l'armée française, gelées depuis 1962, je me permets de proposer une solution qui, à mon avis, serait acceptable. Le président français Sarkozy, avant son investiture, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, et récemment au Parlement européen à Bruxelles, n'a cessé d'appeler l'Europe à aider concrètement les pays du tiers-monde. Devant cette constance, cette conviction, louable au

demeurant, nous demandons à monsieur Sarkozy de donner l'exemple en réparant d'abord un déni de justice.

En effet, la décriminalisation n'a été effective que depuis 2002. Nous attendons évidemment le rappel des quatre années considérées. Pour ce qui est de la période antérieure, la solution préconisée — à défaut d'avoir un rappel pour toute la période de cristallisation — consisterait donc en l'attribution d'un véhicule de transport de voyageurs (genre Peugeot 18 places). Cette suggestion, considérée

comme saugrenue ou farfelue, n'engage que moi. Profitons donc de la prochaine visite du président français en Algérie, pour solliciter, ensemble, l'apurement de ce passif.

Un fidèle lecteur

**NDLR :** Dans le prochain *Soir Retraite*, nous ferons état des déclarations de l'ex-secrétaire d'Etat français aux Anciens combattants, lors de sa visite à Alger les 21 et 22 mars 2008.

## COURRIER DES LECTEURS

## Une demande restée sans suite

J'ai demandé une retraite en France à l'âge de 59 ans et 6 mois. Ils m'ont envoyé des imprimés à remplir, chose que j'ai faite. Ils m'ont recontacté en me demandant d'ouvrir un compte bancaire. Ils ont enregistré mon dossier à leur niveau. Cela fait deux ans et je n'ai toujours pas reçu ma retraite malgré tout le courrier que j'ai envoyé. Je suis âgé maintenant de 63 ans et 4 mois.

**RÉPONSE :** Il vous faut revenir à la charge, car c'est anormal que l'organisme français dont vous dépendez garde le silence aussi longtemps et ne donne pas suite à votre demande, quelle que soit la décision prise. Pourriez-vous nous faire parvenir — via Internet (c'est plus rapide) —, les coordonnées de cet organisme (et les vôtres) afin que nous puissions, à titre exceptionnel, le contacter pour en savoir plus à votre sujet.

## Que font la CNR et la FNTR ?

La circulaire n°3 du 6 avril 2006 prévoit la régularisation d'un certain nombre de dossiers de retraite. Depuis, certains retraités ont perçu leur rappel, tandis que les autres attendent depuis près de deux ans, malgré des sit-in pacifiques dans tout le pays. Pourquoi ce deux poids, deux mesures pour la même mesure ?

Un collectif de retraités

**RÉPONSE :** Malheureusement, cette pratique est signalée depuis des mois par de nombreux lecteurs sans que cela émeuve particulièrement les directeurs des agences de wilaya de la CNR et leur hiérarchie.

## A propos des retraites proportionnelles et sans condition d'âge

Par le biais de votre journal, je voudrais demander un renseignement qui doit

concerner également tous les assurés sociaux qui ont fait valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans, c'est-à-dire la proportionnelle et les 32 ans, soit le W et le Z.

Je sais qu'à chaque relèvement du SNMG, cette catégorie n'est pas concernée, décision qui me paraît arbitraire.

Ma question a pour but de demander aux responsables concernés si une fois qu'on a atteint 60 ans, nos retraites vont changer de codification pour redevenir L 1 à la place de W et Z, et si nous bénéficierons d'éventuels relèvements tels la revalorisation du SNMG, au même titre que les retraités partis à l'âge légal de 60 ans.

Oufella Mouhoub, Béni Douala, Tizi-Ouzou

**RÉPONSE :** Les départs à la retraite dans le cadre de la « proportionnelle » et sans condition d'âge sont volontaires. Les pensions versées à travers ces formules sont réputées non révisables et ceux qui en ont bénéficié le savaient.

Les salariés qui en ont profité ces dernières années, par centaines de milliers, ont contribué à aggraver la situation financière de la CNR, cette dernière assumant seule le coût de ces départs.

## Invalidité et salaire de référence

Dans *Le Soir Retraite* du mercredi 24 octobre 2007, sous le titre « Ne pas se tromper de salaire de référence », en cas d'invalidité, 40% sont calculés sur la base du salaire de référence ou sur celui de l'avantage consenti ?

**RÉPONSE :** Légalement, le salaire de référence — comme son nom l'indique — sert de base au calcul de la pension de retraite, ce qui est aussi le cas lors du calcul de la pension d'invalidité et selon le taux de cette invalidité. Les organismes de Sécurité sociale ont un barème réglementaire dans ce dernier cas.

## Revalorisation des rentes de moudjahid

Je suis un ancien moudjahid reconnu invalide à 75% qui m'ouvre droit à une rente annuelle de 5 700 DA. Je voudrais savoir si cette rente pour être revalorisée et doit suivre l'évolution du SNMG ou bien elle est indexée sur la valeur (taux) du point indiciaire, tout en sachant qu'aucune amélioration n'est intervenue dans ma pension d'invalidité malgré l'augmentation du SNMG.

Zane Louanissi, Canastel, Oran

**RÉPONSE :** La « revalorisation » des rentes des moudjahidine relève du gouvernement qui, lui seul, décide du taux à appliquer. Elle n'obéit pas à une périodicité légale à l'image des pensions de retraite.

## Fils de chahid en attente

Le 18 février 2006, au journal de 20h, le Chef du gouvernement a proposé l'application de cette loi dans les plus brefs délais. Une déclaration soutenue par les présidents des associations (Onec, Cnec). Dix mois sont passés et rien n'est venu conforter l'attente et l'angoisse de ces milliers de fils de chahid retraités. Pourquoi tant de mensonges et de mépris de la part de ces gens qui prétendent défendre nos intérêts ? L'objectif recherché est de gagner du temps pour un but précis.

Un groupe de fils de chahid indépendants

## Femmes retraitées et enfants à charge

Je vous prie de bien vouloir me donner votre avis sur ce qui suit. Agée de 64 ans, fonctionnaire de l'Education nationale en qualité d'enseignante du 1<sup>er</sup> janvier 1963 à décembre 1975, mariée, 4 enfants élevés jusqu'à l'âge de la majorité de 18 ans et plus comme le stipule un de vos articles que la femme ayant eu des enfants a une dérogation d'une année par enfant, et ce, jusqu'à 3 enfants. Or, on m'a laissé entendre que j'avais droit à une retraite proportionnelle. Ceci dit, j'ai constitué mon dossier de retraite

et j'ai été régularisée depuis la date du dépôt de mon dossier, c'est-à-dire depuis mars 2007. De tout cela, je vous demande si j'ai droit depuis l'âge requis de la retraite, âge légal, comme le stipule la loi de juillet 1983 relative — 60 — 3 = 57 ans, puisque si j'avais déposé mon dossier en temps opportun, j'aurais eu droit à la retraite à l'âge ci-dessus. Je vous prie de bien vouloir me renseigner sur le rappel depuis l'âge de 57 ans ou non.

M<sup>me</sup> Z. M.

**RÉPONSE :** L'âge légal de la retraite pour les femmes est de 55 ans. Effectivement, les femmes salariées peuvent obtenir un abaissement de cet âge à raison d'une année pour chaque enfant, pas plus de 3, mais à condition d'avoir travaillé et cotisé pendant au moins 15 années, ce qui ne semble pas être votre cas.

Par conséquent, vous ne pouvez prétendre à un rappel.

## Discriminations à la CNR

Pourquoi la CNR fait la discrimination entre les retraités ? Exemple de discrimination, le rappel de l'actualisation des pensions de retraite : une partie des retraités a été payée et une autre partie non. Faut-il être « pistonné » pour avoir le rappel ? Autre exemple : la femme au foyer, une partie touche 1 600 DA par mois, une autre partie 1 000 DA. Depuis le départ de M. Azzi, que je salue fraternellement, il y a moins d'informations sur votre journal concernant les retraites.

B. M. - Blida

**RÉPONSE :** Que vient faire ici M. Azzi, ancien secrétaire général de la CNR ? Bizarre. Sachez, cher lecteur, que l'espace « retraite » du *Soir d'Algérie* est totalement indépendant. Quant à la discrimination que vous évoquez, effectivement, la CNR, à travers ses agences, a très mal géré les rappels dus à l'actualisation des pensions. Concernant le montant de la majoration pour conjoint à charge, il existe deux cas de figure, définis réglementairement et de manière injuste par le gouvernement lors de « négociations » où était représentée... la FNTR !